

Retour sur l'année 2000

Michel DEVILLIERS

Département de la conjoncture

Lisa FRATACCI

Division Enquêtes de conjoncture

L'an 2000 s'est inscrit dans la phase d'expansion commencée à la mi-1996. La croissance (3,2%) y a été du même ordre que les trois années précédentes. Par contre la création d'emploi a atteint des sommets. Avec 510 000 créations d'emplois dans le secteur marchand, le chômage a reculé de près d'un point et demi sur l'année.

Analysée au travers des contributions comptables à la croissance, la progression de l'activité a, comme l'année précédente, totalement reposé sur la demande intérieure. Mais ceci ne doit pas occulter le dynamisme exceptionnel des exportations, en progression de 13,6%, grâce à une forte demande mondiale et à une situation de compétitivité très favorable aux économies européennes.

Les importations ont également vivement progressé (+14,7%) en liaison avec la vigueur de la demande intérieure et l'augmentation des contraintes sur l'offre. En effet, dans l'industrie, le taux d'utilisation des capacités de production a rejoint le niveau maximal atteint lors du cycle précédent ; les difficultés de recrutement l'ont dépassé nettement. Ces tensions ont poussé les entreprises à investir, alors que les conditions de financement étaient encore favorables. Le taux de progression de l'investissement (7,2%) a été presque aussi élevé que les années précédentes. L'investissement des ménages a progressé également fortement

(5,7%). 2000 restera d'ailleurs pour le secteur de la construction une année excellente, avec une progression de la production de 5,2%, comme en 1999.

L'élément nouveau dans l'évolution en 2000 de la demande a été l'apparition à partir du printemps d'un ralentissement de la consommation des ménages. Celle-ci est revenue sur une tendance inférieure à 2% l'an alors qu'elle augmentait à un rythme de 3% depuis le deuxième trimestre 1999. Cette baisse de régime de ce qui apparaissait comme le principal moteur de la croissance est à relier à la hausse des prix induite par la forte augmentation des cours du pétrole et la baisse de l'euro. L'accélération de l'inflation importée a principalement opéré une ponction sur le pouvoir d'achat des ménages. Les achats de produits énergétiques ont été les plus affectés, mais ceux de produits manufacturés ont également ralenti.

Toutefois, l'inflation a amorcé sa décline en fin d'année, ouvrant les perspectives d'un raffermissement de la consommation, d'autant plus

que les allègements d'impôts ont gonflé le revenu disponible des ménages au quatrième trimestre. Il faut noter aussi que l'inflation importée s'est peu diffusée aux prix des autres biens, et que l'évolution salariale est restée très modérée, ce que les engagements souscrits dans le cadre des accords de réduction du temps de travail n'expliquent que partiellement.

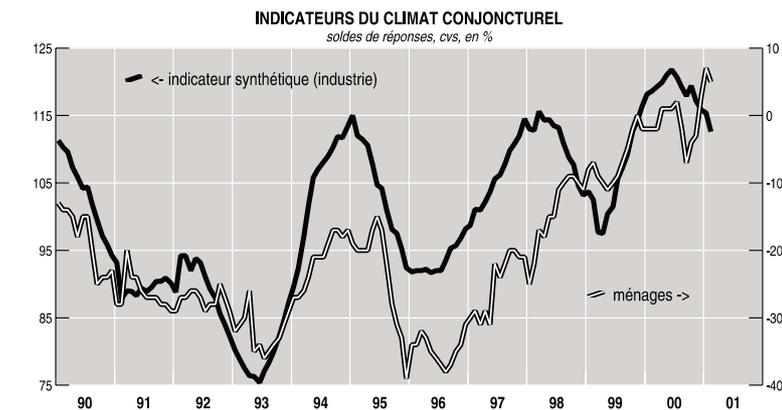
On trouvera dans les fiches de cette note une description détaillée de l'an 2000. Aussi ne soulignera-t-on ici que quatre traits marquants de l'année écoulée :

- la vigueur de l'environnement international, avec notamment l'apogée de l'expansion américaine,
- le ralentissement de la consommation sous l'influence de l'inflation importée, et malgré des anticipations des ménages très favorables,
- la montée, déjà évoquée, des tensions sur l'offre avec la poursuite de la phase d'expansion,
- et, bien sûr, les plus fortes créations d'emplois des trente dernières années.

Un environnement international très porteur

La croissance mondiale a culminé au premier semestre de 2000, puis s'est infléchi en fin d'année en raison du ralentissement américain. Elle a avoisiné 5% en 2000, contre 3,6% l'année précédente. Cette performance a résulté d'une progression de concert de toutes les zones, tant pour les pays industrialisés que pour les économies émergentes. Dans la zone OCDE, les États-Unis ont progressé de 5%, la

zone euro de 3,4%, le Royaume-Uni de 3,1%. Même la performance du Japon, à première vue modeste (1,7%), est plutôt bonne car elle se situe certainement au-dessus de ce qu'est maintenant la croissance tendancielle de ce pays. En Asie émergente, les traces de la crise de 1997-1998 ont été largement gommées par un rebond vigoureux. De même, en Amérique Latine, le Brésil et ses voisins ont retrouvé le chemin de la croissance. Seule l'Argentine, affaiblie par ses déséquilibres financiers, est restée à la traîne. Toutefois, le fléchissement brutal de la croissance aux États-Unis en fin d'année indique que l'économie américaine a atteint l'an dernier son apogée et que la croissance mondiale ne connaîtra pas cette année une aussi bonne performance. Pour l'économie française, l'impact de cette vive activité mondiale a été amplifié par une position très compétitive de l'euro vis à vis du yen, de la livre et surtout du dollar que les perspectives de forte rentabilité des entreprises américaines ont maintenu à un niveau élevé jusqu'à la mi-décembre. Les effets positifs sur l'économie française de la forte croissance mondiale ont été modérés par deux phénomènes qui lui sont directement reliés : la hausse des taux d'intérêt et le développement de tensions inflationnistes. La première concerne les taux courts, poussés par les relèvements opérés par les Banques Centrales. Ainsi le taux des opérations principales de refinancement de la Banque Centrale Européenne est passé de 3% à 4,75% dans le courant de l'année. Mais dans le même temps, les taux longs ont eu tendance à se modérer en seconde partie d'année, en raison d'un mouvement "vers la qualité" lié à la désaffection pour les marchés d'actions. Ainsi le taux à 10 ans sur les titres publics dans la zone euro a reculé d'un demi-point en 2000, revenant au voisinage de 5% en fin d'année. Au total, même avec un léger relèvement des taux des crédits, les conditions de financement des entreprises européennes sont



restées très favorables. Les tensions inflationnistes ont surtout concerné les approvisionnements énergétiques. La forte demande mondiale liée à l'évolution convergente de toutes les zones, dans un contexte de discipline rétablie parmi les membres de l'OPEP, a porté les cours du brut jusqu'à 33 dollars le baril en septembre. Même si cette inflation importée s'est peu diffusée dans l'économie, elle a, au travers des prix à la consommation, provoqué une ponction sur le pouvoir d'achat des ménages.

Une baisse un peu inattendue de la consommation

La consommation des ménages, qui progressait régulièrement sur un rythme annuel de 3% jusqu'au premier trimestre 2000, a stagné au printemps, puis augmenté sur une tendance inférieure à 2% au second semestre. Ce phénomène s'explique par une réaction naturelle à l'augmentation de l'inflation importée dans un contexte de stabilisation des salaires sur une tendance très modérée. D'ailleurs, les achats énergétiques, en baisse sur l'année, ont été les plus affectés. On note également une perturbation de la consommation alimentaire, en liaison avec les problèmes sanitaires, et un plafonnement des achats automobiles sur le deuxième semestre, du à une modification du profil saisonnier de la demande. Mais cette baisse de la consommation a surpris pour trois raisons. La

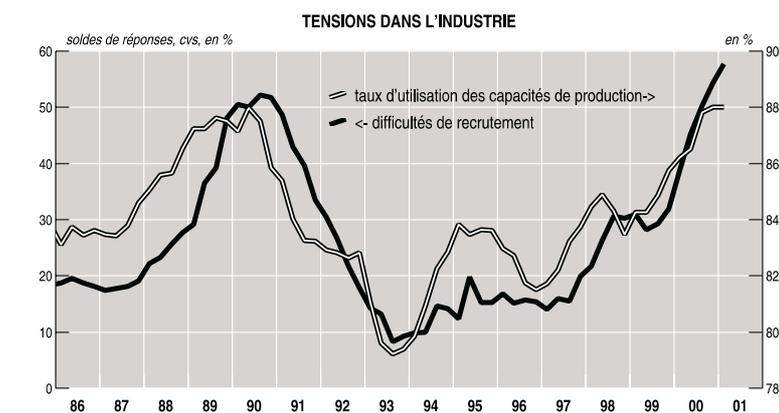
première est que les évolutions des deux années précédentes avaient installé l'idée que la France cultivait, plus que ses voisins, le cercle vertueux emploi-consommation-croissance et que la consommation, dans un contexte où les deux autres éléments évoluaient favorablement ne pouvait que progresser. La deuxième, liée à la première, est que les anticipations des ménages, mesurées par l'enquête de conjoncture, sont restées à un niveau élevé. Mais le dossier ("*Opinion des ménages et analyse conjoncturelle*") que l'on trouvera ci-après montre bien que la confiance des ménages n'est qu'un déterminant, et pas le principal, de leur comportement de consommation. La troisième est enfin que les précédents chocs pétroliers s'étaient plutôt traduits dans un premier temps par une accélération de la consommation. Cette fois-ci, la hausse de l'inflation étant restée contenue, aucun effet de "fuite en avant" préalable n'a été observé.

Des tensions liées à une poursuite de l'expansion

La demande adressée aux entreprises au cours de l'année 2000 a été extrêmement élevée. Le produit intérieur brut a progressé de 3,2% en 2000 avec un rebond au quatrième trimestre dans quasiment tous les secteurs de l'économie. Dans l'industrie manufacturière, l'activité a accéléré grâce à la contribution des échanges extérieurs qui est re-

devenue positive. Ce sont surtout les exportations, en franche accélération (+15,1% après +4,3% en 1999) qui ont porté l'activité de ce secteur. Elles ont bénéficié d'une conjoncture internationale exceptionnelle et de gains de compétitivité liés à la dépréciation de l'euro. L'investissement a été très vif tout au long de l'année, certainement en raison de la forte accélération de l'offre. Pourtant, bien que très soutenue, la croissance n'atteint pas les niveaux que l'on pouvait envisager. L'activité a vraisemblablement été freinée par des tensions sur l'appareil productif lors du premier semestre.

Ces tensions n'ont pas toujours présenté la même structure et la même intensité. Le premier semestre a vu surtout une aggravation des goulots de production. La structure de ces goulots n'a pas été la même dans tous les secteurs : l'industrie souffre de goulots d'approvisionnement, d'équipement et de recrutement dans les mêmes proportions. Le secteur du bâtiment, qui a peu de contraintes de capital, a été touché presque exclusivement par des goulots de recrutement. Point commun dans les deux secteurs, le pourcentage d'entreprises rencontrant des difficultés de recrutement a dépassé les niveaux de la fin des années quatre-vingts (plus de la moitié dans l'industrie, plus de 80% dans le bâtiment). Cependant, ces difficultés de recrutement ne se sont pas nécessairement soldées par une limitation de la production. Elles se sont traduites par un allongement des délais d'embauche. Il reste que le tiers des entreprises du bâtiment disaient être empêchées de produire à cause de difficultés de recrutement. Dans cette branche, ces



limitations se sont probablement traduites par des reports plus que par des pertes de production. Par ailleurs, les goulots d'équipement et d'approvisionnement ont certainement bridé la production manufacturière au premier semestre. Ces goulots sont apparus en 1999, lorsque les entreprises ont été surprises par une demande plus forte qu'attendue. La mise en œuvre de la réduction du temps de travail a également pu induire des difficultés liées à la réorganisation du processus de production. Toutes ces difficultés semblent avoir été transitoires et n'ont pas engendré de hausse des prix. Au troisième trimestre, ces tensions ont commencé à plafonner : les effets du choc pétrolier ont pesé sur l'activité. Au quatrième trimestre, les tensions n'ont plus progressé.

Progression historique de l'emploi

L'année 2000 a confirmé et amélioré les excellentes nouvelles de l'année 1999 avec la création nette de plus de 500 000 emplois salariés (après près de 400 000 en 1999) sur le champ des secteurs concurren-

tiels. C'est la plus forte progression de l'emploi depuis la fin des années soixante. Elle a résulté d'une conjoncture économique favorable, mais également des effets de la réduction du temps de travail, particulièrement importants en 2000. Si le tertiaire est demeuré le principal moteur de la croissance en emplois, le fait le plus marquant de l'année a été une progression dans l'industrie sans précédent depuis 1973. Près de 68 000 emplois ont été créés dans ce secteur, qui en tendance depuis les crises des années soixante-dix perd régulièrement des emplois en raison des forts gains de productivité qui y sont enregistrés. Le secteur de la construction, en progression régulière toute l'année, a enregistré également des créations nettes d'emplois records.

Ces créations ont permis au taux de chômage BIT de passer sous le seuil symbolique de 10% au printemps de 2000, ce qui n'était pas arrivé depuis 1992. En 2000, la baisse du chômage a été d'une ampleur jamais atteinte : le taux de chômage est passé de 10,6% à 9,2% de la population active. ■